

CHANGER LES STYLES DE VIE EN DIX ANS : NOTRE PROJET POUR L'EUROPE DE 2020

Nous voulons profiter de la prochaine décennie pour modifier en profondeur le style de vie de l'Europe. Notre but : sortir l'Europe de l'impasse du chômage, de la récession et de l'inégalité, pour la guider vers une nouvelle ère de prospérité et d'opportunités.

Un sommet de l'UE doit adopter avant l'été 2010 une nouvelle stratégie économique, sociale et environnementale pour la prochaine décennie, baptisée par la Commission 'Stratégie UE 2020'. Principale force progressiste au Parlement européen, nous entendons façonner cette stratégie. A cet effet, nous présentons ci-dessous des propositions détaillées, fondées sur notre conviction que l'Europe doit être bien plus qu'un marché.

Intitulé 'Projet 2020', ce document-cadre dessine les contours d'une Europe engagée dans un nouveau style de vie vert, dont elle cueillera les fruits. Nos propositions veulent faire de l'Europe une des régions les plus prospères et les plus compétitives du monde, bénéficiant d'une qualité de vie élevée, marque d'une société avancée.

En adoptant nos politiques, l'Europe créera en une décennie dix millions d'emplois, dont trois millions dans l'économie verte ; elle mettra fin dès 2015 au problème des sans-abris. L'éradication de la pauvreté constitue un de nos objectifs primordiaux et nous œuvrerons en faveur d'une stratégie européenne coordonnée du logement.

Dans ce cadre, l'amélioration des compétences et la maîtrise des potentiels technologiques constitueront des outils majeurs. Tout jeune sortant du système éducatif recevra une formation de première qualité adaptée à ses besoins ; chaque citoyen disposera d'un accès à l'internet haut débit.

Avec son nouveau style de vie durable, l'Europe prendra la tête du peloton mondial, car ses réponses aux défis de la mondialisation et du changement climatique sauvegarderont la planète pour les nouvelles générations.

Avidité et gaspillage étaient les racines des maux récents qui ont affligé notre société. Nous voulons réformer le système financier afin d'empêcher pour toujours des traders sans régulation de nous entraîner vers la ruine. Nous voulons promouvoir des lois mettant fin à l'inégalité, pour instaurer une société de solidarité et de justice sociale.

Un nouveau style de vie vert

Nos économies doivent renverser la vapeur et devenir vertes plutôt que polluantes. Nous exploiterons à fond les opportunités ainsi créées, parce que nous voulons une Europe plus verte, mais aussi plus juste et plus prospère.

L'UE a déjà pris trois engagements clés pour 2020 : réduire de 20 pour cent les émissions de gaz à effet de serre ; étendre de 20 pour cent les sources d'énergies renouvelables et réduire de 20 pour cent la consommation énergétique en dopant l'efficacité.

Pour réaliser ces objectifs, nous voulons que l'UE crée des emplois dans le transport, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. A cet effet, il faudra investir et créer des incitants dans les domaines de la recherche, l'innovation, l'éducation et la formation. Nos politiques permettront par exemple une réduction drastique de la pollution engendrée par la circulation, grâce à des systèmes intelligents de gestion du transport et grâce à la production de voitures vertes.

La réalisation de ces buts doit être supervisée. En premier lieu, nous devons surveiller la mise en œuvre des législations par les gouvernements – et nous devons sanctionner les insuffisances en la matière. Ensuite, nous devons aider les citoyens à adopter les styles de vie verts en les informant parfaitement – sur l'efficacité énergétique, sur les produits verts et le recyclage, etc. – pour leur permettre de choisir en connaissance de cause.

Le soutien mutuel

Le spectre du chômage, de la pauvreté et de l'inégalité menace les citoyens de toute l'Europe. Et pourtant, nous sommes convaincus du réalisme de notre objectif de plein emploi dans des professions de qualité – qui sera accompagné de la création d'opportunités et de prospérité.

Nous devons nous engager pour une société cohérente et solidaire.

Nos concitoyens méritent des emplois décents et sûrs, ils méritent de travailler dans la dignité. Dans cette optique, la législation européenne doit renforcer les droits des travailleurs sur les lieux de travail, promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et élargir l'espace de concertation entre syndicats et directions. Cette matière doit également se décliner en objectifs et bénéficier de fonds. Le cas échéant, il faudra désigner à l'opprobre les gouvernements qui ne jouent pas le jeu.

Tous les jeunes devront bénéficier d'une formation de qualité après leurs études. Parallèlement, nous devons aider les aînés à rester dans le monde du travail s'ils le souhaitent ; dans cette optique, nous devons aussi garantir aux travailleurs immigrants la possibilité de contribuer pleinement à la société.

Par ailleurs, il est inacceptable que près de 80 millions de citoyens de l'UE vivent dans la pauvreté. Nous avons besoin d'une impulsion politique pour éradiquer ce problème ; pour prouver notre sérieux en la matière, nous voulons que l'UE s'engage à mettre fin à la question des sans-abris à l'horizon 2015.

Il faudra bien entendu un budget approprié pour financer ces mesures. Nous avons besoin, par exemple, d'investissements au niveau de l'UE dans les services d'aide et de soins aux enfants, personnes âgées et handicapées. Il faudra modifier les législations pour permettre l'affectation des fonds de l'UE à la promotion d'une politique de logement coordonnée. Nous ne devons pas hésiter à réaliser les réformes nécessaires.

Il faut que tous les citoyens d'Europe, où qu'ils se trouvent, bénéficient des mêmes opportunités. Dans cette optique, nous favoriserons toute action visant à supprimer toute poche d'inégalité ou d'exclusion dans un des 27 États membres.

A cet effet, il faudra garantir à tous l'accès aux services publics, réformer la politique agricole commune et rationaliser la politique régionale.

Nous définirons également des politiques spécifiques, par exemple pour garantir à toute personne en Europe un accès à l'internet haut débit, ou pour prévoir des investissements dans des réseaux paneuropéens d'énergie et de transport.

Passer de la relance à la prospérité

Nos propositions permettront à l'Europe de passer de la gestion de la crise à la création d'une prospérité durable et pérenne.

Une des grandes leçons des dernières années a été la faillite de la course à la dérégulation qui avait saisi toute l'UE. Il est clair, aujourd'hui, que l'économie doit se mettre au service de la justice sociale, réaliser des objectifs environnementaux et relever les défis d'une population vieillissante.

L'irresponsabilité du secteur financier ne doit plus jamais menacer le progrès économique et social, saper les économies, détruire les familles et obérer les contribuables de l'UE. Il faut rapidement imposer au secteur financier une régulation appropriée pour rétablir sa fonction historique de soutien de l'économie réelle.

Payer les factures

Les objectifs ambitieux nécessitent des budgets ambitieux. Les coupes sombres opérées par les ministres ont privé des programmes comme Galileo des fonds nécessaires. Nous voulons rendre à ces budgets l'argent qui leur revient. Nous voulons un financement complet du budget de l'UE, à hauteur des 1,24 pour cent du produit national brut prévus.

Dans ce domaine, la politique fiscale de l'UE devra jouer un rôle clé, à commencer par la lutte concertée contre les paradis fiscaux et le dumping fiscal pour garantir que chacun apporte sa pierre à l'édifice. Nous voulons une base fiscale commune dans l'UE et nous voulons entamer l'harmonisation des taux de TVA. Les transferts internationaux de montants élevés devront être taxés. Généralement parlant, la politique fiscale devra contribuer à garantir l'avenir vert de l'Europe.

Dans le cadre de notre 'Projet 2020', la stratégie d'investissement de l'UE devra être soutenue par un renforcement des rôles de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. De plus, il faudra lancer des euro-obligations pour financer des projets d'intérêt commun.

Partenaires dans le progrès

Tous ont un rôle à jouer dans le cadre de notre 'Projet 2020' : gouvernements nationaux et régionaux, syndicats et employeurs, ONG et autres associations... Les parlements nationaux collaboreront étroitement avec le Parlement européen à la réalisation du Projet ; ils garantiront au processus un maximum d'ouverture ainsi que la traçabilité des responsabilités.

Notre Projet 2020 assigne à l'Union européenne un rôle moteur sur le plan international, pour assurer une réforme de la gouvernance mondiale qui nous permettra de vivre sur une planète plus juste, plus égale et plus durable.

Il ne faut pas que le PIB reste l'aune unique de la réussite de cette stratégie. Nous avons besoin de nouveaux indicateurs pour mesurer la prospérité, le bien-être et la qualité de vie et nous demandons à la Commission européenne de formuler des propositions en la matière.

L'amélioration de la qualité de vie des citoyens doit constituer l'objectif primordial des politiques de l'UE. Nous allons poursuivre l'approfondissement de nos propositions dans cette optique, pour les présenter en détail en 2010.

Pour le moment, nous avons voulu présenter des propositions politiques simples et pratiques. Notre but à long terme est d'assurer à nos 500 millions de concitoyens des bienfaits durables et pérennes.